

waar meisjes beter opgeleid zijn, is er meer vooruitgang, is er meer gelijkheid en meer respect voor vrouwen- en mensenrechten. Het is in ieder geval een uitdaging waar we samen moeten over nadenken.

Ik geef nu het woord aan de heer Ben Achour en wil mijn vraag nr. 55015002C graag laten omzetten in een schriftelijke vraag. Ik word immers in een andere vergadering verwacht. Ik stel voor dat mevrouw Lavallée mij vervangt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitster**: Vraag nr. 55015002C van mevrouw Van Hoof wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

08 Question de Malik Ben Achour à Meryame Kitir (Coopération au développement et Grandes villes) sur "L'aide au Liban" (55015089C)

08 Vraag van Malik Ben Achour aan Meryame Kitir (Ontwikkelingssamenwerking en Grote Steden) over "De hulp aan Libanon" (55015089C)

08.01 Malik Ben Achour (PS): Madame la présidente, madame la ministre, voilà plusieurs années que le Liban traverse la crise économique et financière la plus grave de son histoire.

Au cours des douze voire des dix-huit derniers mois, la situation du pays s'est encore aggravée en raison, tout d'abord, de la crise sanitaire et de ses conséquences et, ensuite, de l'explosion survenue en août dernier dans le port de Beyrouth. Cette catastrophe fut le révélateur ultime de la corruption endémique qui est dénoncée par la population libanaise depuis l'automne 2019 et qui s'est infiltrée à tous les étages du fonctionnement de l'État.

Certains semblent prêts à tout afin de conserver les avantages qu'ils retirent du système en place. Une nouvelle illustration en a été donnée, il y a quelques mois, par le refus de la Banque du Liban de répondre aux questions nécessaires à la réalisation de l'audit juricomptable (ou *forensic*) de l'institution sous prétexte qu'une loi sur le secret bancaire l'interdirait.

Depuis, le dossier est à l'arrêt. Or, cette étude serait une exigence posée par le FMI avant le versement de toute aide internationale. La population libanaise est, comme vous le savez, à bout de souffle et ne peut plus se permettre

d'attendre

Madame la ministre, confirmez-vous que le FMI conditionne le déblocage des aides à l'achèvement de l'expertise juricomptable? Si tel est le cas, quelles initiatives la Belgique pourrait-elle prendre dans le cadre bilatéral et/ou européen afin d'appuyer cette demande? Pourriez-vous faire un état des lieux du suivi de l'aide humanitaire belge apportée au Liban à la suite de la catastrophe du 4 août 2020 ?

*Présidente: Séverine de Laveleye.
Voorzitster: Séverine de Laveleye.*

08.02 Meryame Kitir, ministre: Monsieur Ben Achour, je vous remercie de votre question.

La classe politique en place au Liban, dominée par le parti chiite Hezbollah, se méfie beaucoup de l'ingérence extérieure et considère le FMI comme une influence néfaste de l'Occident, qu'il tient à éviter. Le FMI a en effet fixé des conditions de transparence au secteur bancaire local ainsi qu'au gouvernement provisoire. La création d'une autorité de lutte contre la corruption fait également partie de ces conditions, ainsi qu'une réforme de la législation relative aux marchés publics.

Ces conditions coïncident avec la feuille de route proposée par la France après la catastrophe du port de Beyrouth, en vue d'obtenir le soutien structurel du groupe de pays qui composent la Conférence Cèdre. L'Union européenne en est membre et appuie les réformes qui y sont proposées. De plus, elle est consciente de l'état préoccupant du pays et se montre très active dans ce dossier. La dernière déclaration commune du Conseil a été adressée à la classe politique libanaise le 7 décembre dernier. La formation rapide d'un véritable gouvernement de plein exercice, muni d'un plan de réforme tenant compte des aspirations de la population, se situe au cœur de ces préoccupations.

Après la double explosion dans le port de Beyrouth, deux conférences sur le Liban ont été organisées. Le ministre Goffin a participé à celle des donateurs au mois d'août. Pour ma part, j'ai pris part à celle qui a suivi en décembre.

Immédiatement après la catastrophe, deux avions transportant de l'aide médicale et humanitaire d'urgence ont été envoyés sur place. Six millions d'euros supplémentaires ont été débloqués, 2,5 millions d'euros au profit du PAM, un million d'euros au CICR et 2,5 millions d'euros à OCHA. Ce qui ensemble, avec les deux millions d'euros

déjà octroyés à OCHA et les 1,5 millions d'euros déjà octroyés au PAM, a porté à 9,5 millions d'euros le total de l'aide humanitaire directe au Liban en 2020.

08.03 Malik Ben Achour (PS): Madame la ministre, je vous remercie de votre réponse.

Vous avez commencé par vous référer à la réticence du Hezbollah qui domine, avec d'autres, le système politique libanais, lequel est, comme vous le savez, fort confessionnalisé. Le cœur du réacteur local, l'institution qui est le point de convergence de toutes les corruptions, c'est la Banque du Liban. Celle-ci est dirigée depuis plusieurs décennies par Riad Salameh, qui n'est un ami ni du Hezbollah ni du président Aoun. C'est pourquoi je nuancerais quelque peu cette partie de votre réponse.

Le système confessionnel au Liban est arrivé à bout. Il a peut-être été utile à un certain moment de l'histoire du pays pour sortir de la guerre civile et rétablir certains équilibres. En tout cas, la population libanaise le dénonce tous les jours dans la rue depuis plus d'un an et demi. À travers les politiques de coopération, nous détenons des leviers pour exiger précisément et, à mon avis, préalablement, la reprise de l'audit de la Banque du Liban. Je rappelle que le cabinet d'audit international Alvarez a renoncé à sa mission, précisément en raison de la mauvaise volonté qu'il imputait à la banque du Liban et son directeur, Riad Salameh. C'est lorsque l'on permettra à cette institution de faire toute la transparence sur son mode de fonctionnement qu'on pourra commencer à parler de rétablissement de l'État de droit et de lutte contre la corruption au Liban, qui est une démocratie fragile dans une région, comme vous le savez, très complexe.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Question de Christophe Lacroix à Meryame Kitir (Coopération au développement et Grandes villes) sur "Le Gender Action Plan de la Commission européenne" (55014810C)

09 Vraag van Christophe Lacroix aan Meryame Kitir (Ontwikkelingssamenwerking en Grote Steden) over "Het genderactieplan van de Europese Commissie" (55014810C)

09.01 Christophe Lacroix (PS): Madame la présidente, madame la ministre, merci pour votre souplesse. Je dois suivre trois commissions en même temps et je ne trouvais plus le code

d'accès à notre commission.

Fin 2020, la Commission européenne a présenté son troisième plan d'action de l'Union européenne pour l'égalité des sexes dans son action extérieure. Il s'agit là d'un signal très important. Ce plan démontre la continuité de l'engagement de l'Union européenne en faveur de l'égalité de genre. Il vient concrétiser les ambitions de la stratégie de la Commission européenne de mars 2020 pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'action extérieure de l'Union européenne. Il témoigne également de la volonté politique de soutenir les pays partenaires dans la réalisation de cet objectif. Car malheureusement, l'heure n'est pas à la fête. La pandémie de covid-19 menace sérieusement les progrès réalisés au cours des dernières décennies. Les inégalités, la pauvreté et les violences sexistes sont en augmentation. Les femmes et les filles sont les premières à en subir les conséquences. Par ailleurs, si le plan d'action est aujourd'hui validé au niveau de la Commission européenne, sa reconnaissance par l'ensemble des États membres est aujourd'hui compliquée au niveau du Conseil de l'Union européenne. En effet, la Hongrie et la Pologne ont exprimé une forte opposition et bloquent actuellement l'adoption des conclusions de cet organe en la matière.

Madame la ministre, vu votre intérêt prégnant sur les questions d'égalité de genre et des droits des femmes, pouvez-vous nous en dire plus sur ce "couac" - et c'est un euphémisme - au niveau de l'adoption de ce plan par le Conseil? Quelle position a pris la Belgique en ce sens?

09.02 Meryame Kitir, ministre: Merci pour votre question. Le plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes a été présenté le 25 novembre 2020 par la Commission européenne. Contrairement à la pratique habituelle, le Conseil n'a pas pu adopter unanimement des conclusions sur le sujet à cause de l'opposition frontale des délégations hongroise et polonaise, suivies par la Bulgarie également. Ces délégations n'acceptaient pas l'utilisation de mots et expressions 'égalité de genre', 'violences basées sur le genre', ou 'genre' tout court. Elles voulaient remplacer le mot par la formulation 'égalité entre hommes et femmes'. Ce concept plus restrictif est synonyme d'un retour en arrière et nie l'existence de la communauté LGBTQI. L'égalité de genre permet de recouvrir une réalité plus large et fait référence à la construction des relations sociales entre les genres.